SAVIGNY SOCIALISTE

Mai 2009

Journal des socialistes de Savigny sur Orge

Éditorial

À Savigny, comme partout en France et en Europe, les socialistes affirment deux priorités :

- *combattre la crise économique, conséquence de l'ultralibéralisme, qui pèse lourdement sur l'emploi et les salaires, et touche particulièrement les plus démunis ;*
- *construire enfin l'Europe sociale, en votant le 7 juin, en France comme dans les autres États membres, pour les Partis socialistes qui, pour la première fois dans l'Histoire, sont rassemblés, autour du «* Manifeste du Parti socialiste européen *(PSE) ».*

Depuis toujours, les socialistes dénoncent les profondes inégalités creusées par le libéralisme. Elles ont atteint un degré insupportable. Nous exigeons une société juste et solidaire, un développement durable.

L'enjeu est mondial, européen, national. Il est aussi local. Dans notre ville, autour de nous, agissons pour renforcer la cohésion sociale, défendre et améliorer les services publics, respecter l'environnement.

Ce journal des socialistes de Savigny vous fait partager leurs réflexions et connaître leurs actions. Il revient sur la crise. Il présente l'action municipale du groupe des élus socialistes. Il appelle à la mobilisation pour défendre l'hôpital de Juvisy.

* *
*

Rassemblons-nous pour surmonter durablement la crise.

VOTONS MASSIVEMENT LE 7 JUIN.

Ne manquons pas cette occasion historique de donner un nouveau cours à l'Europe !

Faire face à la crise

La crise frappe durement, près de nous et dans le monde entier.

En France, après avoir crû de 187 000 au quatrième trimestre 2008, le nombre des chômeurs augmenterait de 280 000 au premier semestre 2009 (INSEE). Et ces estimations sont antérieures aux récentes prévisions du FMI (22 avril 2009) : pour l'année en cours, la décroissance de la production intérieure de la France (PIB) atteindrait 3 % !

Cette crise a été déclenchée par un effondrement financier parti des États-Unis, qui s'est propagé au monde entier, avec une gravité particulière dans tous les pays industrialisés. C'est la récession la plus sévère depuis la « grande dépression » de 1929, qui avait tourné à la catastrophe.

Certes, des enseignements ont été tirés des années trente et ont inspiré des réactions rapides des gouvernements et de la communauté internationale :

- dans le domaine financier d'abord : pour éviter la faillite des banques, les gouvernements leur ont apporté des fonds propres et ont mis en place des garanties ; les moyens du FMI ont été quadruplés ; le G20 a adopté des mesures de régulation inimaginables pendant le long règne de l'ultralibéralisme financier ;
- dans le domaine budgétaire ensuite, pour que la demande publique relaie la baisse de la demande privée (investissement des entreprises, dépenses des ménages) et pour renforcer certains filets de sécurité (chômage partiel).

Pourtant, si ces réactions atténuent sans doute les effets de la crise, elles ne les effacent pas et les perspectives de reprise sont encore lointaines.

En France en tout cas, le plan de relance est notoirement insuffisant et le Parti socialiste a fait des propositions pour en doubler l'ampleur (en le portant à 50 milliards d'euros). Alors que le plan Sarkozy table seulement sur l'investissement, le plan socialiste marche sur les deux jambes : la relance de la consommation, par une amélioration du pouvoir d'achat aux effets immédiats, et un investissement tourné vers un véritable projet industriel, au service du développement durable.

En Europe, la preuve est faite qu'il faut une coordination beaucoup plus forte des politiques économiques des États membres et un renforcement substantiel du budget communautaire : les élections européennes du 7 juin 2009 sont l'occasion de progresser dans ce sens.

Cependant, il manque un volet social pour faire face à la crise et à l'exaspération des salariés devant les licenciements qui se multiplient. Dans les années trente, aux USA, Roosevelt avait renforcé le pouvoir des syndicats de salariés. À ce jour, en France, en Europe ou dans le monde, rien n'est prévu pour accroître la protection des salariés et pour renforcer leur pouvoir de négociation face aux actionnaires qui, pendant de longues années, se sont taillé la part du lion.

Pour les socialistes français et européens, une avancée résolue vers l'Europe sociale est plus que jamais indispensable.

Sommaire

Faire face à la crise ..... page 1
Vie locale ..... page 2
Scolaire et périscolaire.....page 2
Maisons de quartier.....page 2
CUCS.....pages 2-3
Budget.....page 3
Hôpital de Juvisy..... page 4
Brèves ..... page 4

Vie locale

Quel regard les socialistes de Savigny portent-ils sur la vie locale, depuis les élections municipales de mars 2008 et depuis que Laurence Spicher-Bernier est devenue maire de Savigny, à la suite du décès brutal de Jean Marsaudon ?

Face à la majorité municipale qui poursuit sans état d'âme sa gestion de droite et son appui à la politique de Nicolas Sarkozy, les élus socialistes, au sein du groupe Imagine Savigny, pratiquent une opposition résolue, fondée sur les Principes du Parti socialiste. Les exemples qui suivent en rendent compte.

Scolaire et périscolaire

À Savigny, comme partout en France, les socialistes ont soutenu activement le mouvement de résistance aux attaques du gouvernement contre les **RASED** (réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté). Ces réseaux mobilisent un ensemble de compétences (rééducateurs, psychologues, psychopédagogues). Ils jouent un rôle essentiel, qui n'est pas de même nature que le soutien scolaire.

Les élus socialistes et leurs colistiers ont présenté en Conseil municipal une motion de défense des RASED. Elle a été rejetée par le maire et sa majorité. La forte mobilisation des parents et des enseignants a permis d'éviter, cette année, de perdre des postes de RASED dans notre commune, mais le compromis obtenu est précaire.

Dans le quartier de **Champagne**, le ministère de la Justice construit 162 logements sociaux (destinés essentiellement à ses personnels). En Conseil municipal, les élus socialistes et leurs colistiers ont posé plusieurs questions au sujet de l'**école de 6 classes** que la ville doit construire à proximité : que sait-on du nombre et de l'âge des élèves à accueillir ? L'école sera-t-elle prête à temps pour suivre le rythme d'occupation des nouveaux logements ? N'est-il pas à craindre une surcharge, au moins temporaire, des autres établissements scolaires de la ville ? Aucune réponse n'a été obtenue à ce jour.

Les **cantines scolaires** sont saturées : elle sont sous-dimensionnées, car l'évolution du nombre d'élève a été sous estimée. En outre, les repas sont fournis par la cuisine centrale, dont la gestion est déléguée depuis 1990 par la mairie à une société privée, dans des conditions (financement, qualité des repas) qui ont toujours été vigoureusement contestées par les élus socialistes. Ce contrat vient à expiration en 2010. Les socialistes demandent d'ores et déjà un bilan-diagnostic et un véritable débat – associant les usagers – sur la cuisine centrale de demain.

En matière de **petite enfance** et de **services périscolaires**, le sous-équipement communal est flagrant (crêches, centres aérés...) et certaines règles communales d'accès ne sont pas équitables. Ainsi, les élus socialistes et leurs colistiers ont voté contre le règlement de fonctionnement du temps de midi qui exclut les enfants dont au moins un parent est - par exemple - en recherche d'emploi !

Maisons de quartier

Les maisons de quartier, au nombre de trois à Savigny (Prés-Saint-Martin, Grand-Vaux et Plateau), sont un instrument puissant d'animation. Malheureusement, le maire et sa majorité de droite n'ont jamais voulu ou su mettre pleinement ce potentiel en valeur. Ils ont d'abord confié la gestion de ces maisons à l'association « Les 2 Rivières », sans assurer le pilotage ni le suivi nécessaires : les comptes de cette association n'ont pas été publiés depuis plusieurs années !

Puis la droite a demandé un audit de la gestion des maisons de quartier, engagé une procédure de liquidation de l'association « Les 2 Rivières », lancé précipitamment un appel d'offres pour désigner un nouveau gestionnaire. Toutes ces opérations ont été menées dans la plus grande opacité, vis-à-vis des usagers, des bénévoles (alphabétisation, aide aux devoirs, etc.), des personnels de l'association (dont le versement des salaires a été retardé de plusieurs mois) et du Conseil municipal.

Les élus socialistes et leurs colistiers ont vigoureusement contesté ces méthodes. Ils ont obtenu des documents comptables non publiés jusque-là. Ils ont saisi la Chambre régionale des comptes sur la régularité de la passation du nouveau contrat.

Depuis la création des maisons de quartier, les socialistes ont constamment préconisé d'améliorer et d'étendre les services offerts aux habitants, notamment aux jeunes.

Contrat urbain de cohésion sociale : Grand-Vaux et Prés-Saint-Martin

Le Conseil municipal du 26 mars 2007 a approuvé le Contrat urbain de cohésion sociale (CUCS) passé avec l'État. Ce contrat, qui concerne les quartiers de Grand-Vaux et des Prés Saint-Martin, vise à améliorer la qualité de vie des habitants.

Les socialistes, qui plaident depuis toujours pour un resserrement du lien social entre ces deux quartiers et la ville, ont donc accueilli ce contrat positivement, comme un pas dans la bonne direction.

Ce CUCS couvre les années 2007-2008-2009, et peut être prolongé pour trois autres années. Les principales mesures prévues sont présentées dans l'encadré ci-contre.

Le CUCS en résumé

Ce contrat comporte deux « champs d'intervention prioritaires » :

- **un « programme de réussite éducative », pour les 3 à 16 ans et leurs familles : mise en place d'un « plan local éducatif », d'un « contrat local d'accompagnement scolaire », d'une « école des parents » ; élaboration d'une « charte des valeurs éducatives partagées » ;**
- **une « amélioration de l'accès aux soins » : mise en place d'un « atelier santé ville ».**

Il est complété par trois « champs d'intervention secondaires » :

- **« mieux prévenir la délinquance, soutenir la citoyenneté et promouvoir les valeurs républicaines », notamment par une refonte du « contrat intercommunal de sécurité et de prévention » ;**
- **« favoriser l'emploi et le développement économique » : mise en place d'une « plateforme d'économie sociale et familiale », d'un « point d'information jeunesse » ; « requalification du centre commercial » ;**
- **« améliorer l'habitat et le cadre de vie » : mise en place d'une « gestion urbaine de proximité » notamment avec les bailleurs sociaux (renforcer le nombre des gardiens d'immeuble, etc.) ; propreté (dératisation, ordures ménagères).**

Était également prévue la mise en place :

- **d'une équipe de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale ;**
- **d'un observatoire local ;**
- **de conseils de quartiers ;**
- **d'adultes relais ;**

et la réalisation d'un Préosport.

Depuis 2007, le Conseil municipal n'a eu à se prononcer que sur trois actions :

- le projet de Préosport (avec une subvention de 407 000 € du Conseil général de l'Essonne) ;
- une demande de subvention de 300 000 € à la région Ile-de-France pour « *des opérations liées à la rénovation du centre commercial et à l'aménagement d'un espace culturel et associatif* » ;
- une demande de subvention au Conseil général pour « *l'aménagement complémentaire d'un espace famille, ludique et paysager* ».

Les élus socialistes et leurs colistiers ont voté pour les deux premiers points, qui seuls faisaient partie du CUCS. Mais ils ont demandé une information précise sur les perspectives de réalisation des autres actions prévues au CUCS, aucune d'entre elles n'ayant démarré à ce jour. En l'absence de réponse du maire, ils se sont abstenus sur le troisième point, considérant que la priorité devait être accordée à la réalisation des autres actions inscrites au CUCS.

* *
*

Tout le dispositif contractuel du CUCS – indispensable à l'amélioration du cadre de vie de nos concitoyens – devait être opérationnel pour le 31 décembre 2007.

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Le retard pris est considérable, très peu d'actions se concrétisent et, malgré les demandes répétées des élus socialistes, l'information reste inexistante.

L'action des pouvoirs publics doit mieux répondre aux aspirations des habitants de Grand-Vaux et des Prés-Saint-Martin. La cohésion sociale et territoriale ne doit pas rester un vain mot. Le besoin en est encore renforcé par la crise. Il est grand temps de passer des annonces aux réalisations. Les socialistes demandent un débat municipal sur le CUCS pour en accélérer la concrétisation, puis en assurer un suivi régulier, en lien étroit avec les habitants.

Budget

Le vote du budget est toujours un moment essentiel pour les choix collectifs. Les élus socialistes et leurs colistiers ont exprimé leur opposition à bien des aspects du budget 2009 proposé par le maire et sa majorité. En particulier :

- sur un certain manque de lisibilité, rendant difficile la fonction de contrôle du budget qui incombe aux élus. Un seul exemple : la ligne budgétaire « contrats de prestations de service avec des entreprises » mêle indistinctement cuisine centrale, ordures ménagères…
- sur les risques de sous-estimation de certaines dépenses et de surestimation de certaines recettes, qui pèsent sur l'équilibre général du budget.

La droite se targue de gérer la commune « en bon père de famille ». Mais les équipements et les services collectifs sont-ils à la hauteur des besoins ? Et les impôts locaux sont-ils répartis de manière équitable ?

Les élus socialistes ont toujours critiqué, par exemple, les insuffisances des investissements de voirie (rues, trottoirs), ou les difficultés d'accès au logement social. Ils ont aussi toujours préconisé une tarification des services payants plus favorable aux revenus modestes (« quotients familiaux ») et une répartition plus juste de la masse des impôts locaux, qui actuellement pèsent bien davantage sur les locataires que sur les propriétaires-bailleurs.

Les services publics locaux doivent être efficaces, mais plus que jamais ils doivent en outre contribuer à l'équité sociale.

Hôpital public de Juvisy
Sauvons les services maternité et chirurgie

L'hôpital public de Juvisy est sous la menace immédiate d'un démantèlement. Cet équipement de santé dessert un bassin de 200 000 habitants, englobant la ville de Savigny. Or, sous l'impulsion de l'Agence Régionale d'Hospitalisation (ARH), la décision a été prise de fermer deux services de cet hôpital : la maternité (900 naissances annuelles) et la chirurgie (1 500 actes annuels). Si cette décision était mise à exécution, il ne subsisterait que les services médecine et urgences, mais pour combien de temps ?

Les motifs avancés par l'ARH pour fermer la maternité et la chirurgie sont tous irrecevables. L'équilibre financier ? Il serait déjà atteint si la rénovation de l'établissement, dont le financement est pourtant disponible depuis deux ans, n'était pas bloquée – sans explication – par l'ARH ! La sécurité ? Un classement récemment paru dans *L'Express* place le site de Juvisy au 67e rang sur 325 hôpitaux de taille comparable.

La fermeture injustifiée de ces deux services constituerait une dégradation considérable du service public de santé, pour les Saviniens comme pour les habitants des communes voisines. D'autant que les hôpitaux les plus proches (Longjumeau, Evry-Corbeil) sont beaucoup moins faciles d'accès. De plus, ils sont saturés et en voie de réhabilitation : ils ne seraient pas en mesure de relayer l'hôpital de Juvisy. Et les cliniques privées sont hors de prix pour une grande partie de notre population.

Il importe donc d'amplifier le mouvement de protestation et de résistance. À Savigny, les élus socialistes et leurs colistiers ont proposé en Conseil municipal une motion de défense de l'hôpital, que le maire a rejetée. Mais il faut persévérer. Le 7 mai 2009, le tribunal administratif de Versailles a annulé la délibération du conseil d'administration de l'hôpital de Juvisy portant sur le nouveau projet d'établissement. Pour consolider cette victoire juridique et assurer le maintien des services maternité et chirurgie, Etienne Chaufour, maire socialiste de Juvisy, propose de saisir le Médiateur de la République. Cette demande aura d'autant plus de chance d'aboutir qu'elle sera plus fortement soutenue par les populations et les élus des communes concernées. Les socialistes de Savigny appuient cette proposition ; ils appellent à une mobilisation massive pour maintenir l'hôpital de Juvisy dans son intégralité.

Brèves

Conseil général de l'Essonne
un budget 2009 pour faire face à la crise et au désengagement de l'État

Face à la crise, le Conseil général affirme trois objectifs :
- être, plus que jamais, un « bouclier social » ;
- agir pour le pouvoir d'achat des Essonniens ;
- investir pour préparer l'avenir.

Cela, malgré la baisse des recettes :
- moins 38 millions € sur les ventes de biens immobiliers ;
- moins 29,1 millions € du fait des transferts de charges imposés par l'État ;
- moins 19,7 millions € au titre du remboursement de la taxe professionnelle aux entreprises.

Pour « faire mieux avec moins », le Conseil général a choisi de jouer sur trois registres :
- faire des économies de fonctionnement ;
- recourir – modérément – à l'emprunt ;
- augmenter – faiblement – les impôts départementaux.

Voirie

On ne peut que se réjouir du contrat quinquennal d'aide du Conseil général à la rénovation de la voirie communale. Il va permettre la reconstruction (chaussée et trottoirs) de huit rues, soit environ 3 km, dont 1,3 km en 2009 (boulevard de l'Orge et rue R. Grimoux).

Observons toutefois qu'il ne s'agit pas d'une première : la Ville et le Département ont signé dans le passé plusieurs contrats de ce type.

Mais surtout, indépendamment de l'aide du Département, l'effort propre de la Ville – qui compte plus de 100 km de voirie – reste très insuffisant depuis de longues années, comme l'atteste l'état actuel de nombreuses rues et de leurs trottoirs.

Élections européennes du 7 juin : VOTEZ !

ou si vous êtes dans l'incapacité de vous rendre au bureau de vote, pensez à **donner procuration**. Les démarches s'effectuent auprès du commissariat de police.

Directeur de la publication : Joël Maurice

Plus d'information sur notre site
http://www.savigny-socialiste.org

Imprimerie Grenier RCS Créteil, B 622.053.189

Pour nous contacter

Nom..... Prénom .....
Adresse.....
Code Postal ..... Ville .....
Tel ..... Mail .....

O Souhaite adhérer au Parti Socialiste
O Souhaite être informé(e) des activités du Parti Socialiste

Parti Socialiste: 10 rue Mézard - 91600 Savigny sur Orge - contact@savigny-socialiste.org